

COMMUNAUTE de COMMUNES de COMMERCY – VOI
CONSEIL COMMUNAUTAIRE du 7 octobre 2021

Envoyé en préfecture le 12/10/2021

Reçu en préfecture le 14/10/2021

Affiché le

ID : 055-200066157-20211012-106_2021-DE

Objet : Mise en place d'un cycle annualisé

L'an deux mille vingt et un, le sept octobre, à vingt heures trente, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes Commercy Void Vaucouleurs, convoqués le vingt huit septembre 2021, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis à Vaucouleurs

Etaient présents :

Boncourt-sur-Meuse : LARDE Philippe ; **Bovée-sur-Barboure** : LEROUX Dominique ; **Boviolles** : LIGIER Jean-Pierre ; **Burey-en-Vaux** : CAUMIREY Dominique ; **Burey-La-Côte** : LANGARD Jean-Michel ; **Chalaines** : KERCRET Brigitte ; **Champougny** : VINCENT Éric ; **Chonville-Malaumont** : LANTERNE Bruno ; **Commercy** : LEFEVRE Jérôme, BARREY Patrick, GENART Angélique, GENIN Jessica, GUCKERT Olivier, KIEFER Sandrine, LEMOINE Olivier, MARCHAND Martine, REYRE Benoit ; **THIRIOT** Elise ; **Cousances les Triconville** : BIZARD Michel ; **Dagonville** : WENTZ Dominique ; **Erneville-Aux-Bois** : FOURNIER Catherine ; **Euville** : FERIOLI Alain, MENNUNI THIEBLEMONT Sophie, SOLTANI Denis ; **Goussaincourt** : BISSINGER Michel ; **Laneuville-au-Rupt** : MARTINEAU Hélène *suppléante de FURLAN Jacques* ; **Lérrouville** : HUMBERT Jean-Claude, PORTEU Brigitte, VIZOT Alain ; **Mécrin** : MOUSTY Michel ; **Mélny-le-Grand** : WAGNER Dominique ; **Mélny-le-Petit** : DUVAL Didier ; **Ménil-La-Horgne** : KAISER Claude ; **Naives-En-Blois** : VAUTHIER Daniel ; **Nançois-Le-Grand** : ORBION Mathieu *suppléant de SCHMITT Robert* ; **Neuville-les-Vaucouleurs** : TIRLICIEN Alain ; **Ourches-sur-Meuse** : GUILLAUME Jean-Louis ; **Pagny-la-Blanche-Côte** : ROUVENACH Daniel ; **Pagny-sur-Meuse** : PAGLIARI Armand ; **Reffroy** : LECLERC Francis ; **Rigny-la-Salle** : LOUIS Séverine ; **Rigny-Saint-Martin** : POIRSON Éliane ; **Saint-Aubin-sur-Aire** : BEAUSEIGNEUR Hugues ; **Saint-Germain-sur-Meuse** : POTIER Rémi ; **Saulvaux** : ETIENNE Gilles ; **Sepvigny** : MARCHAND Éric ; **Sorcy-Saint-Martin** : KOUDLANSKY Sophie ; **Taillancourt** : MAZELIN François ; **Ugny-sur-Meuse** : FIGEL Régis ; **Vadonville** : AGULLO Anthony ; **Vaucouleurs** : DI RISIO Ghislaine, FAVE Francis, GEOFFROY Alain, HOCQUART Clotilde ; **Void-Vacon** : JOUANNEAU Olivier, ROCHON Sylvie ; **Willeroncourt** : LAFROGNE Nicolas

Suppléants présents sans pouvoir de vote

Boncourt-sur-Meuse : GUEPET Yann ; **Boviolles** : SAMSON Fabrice ; **Chalaines** : URIOT Patrick ; **Cousances les Triconville** : BETTON Marie-Louise ; **Goussaincourt** : GIRARDIER Alain ; **Mélny-le-Grand** : FROMONT Jean-Luc ; **Ourches-sur-Meuse** : ANDRE Séverine ; **RIGNY LA SALLE** : BENOIT David, **Willeroncourt** : SEILER Alain

Absents

Brixey-aux-Chanoines : TRAMBLOY Jean-Marie ; **Broussey en Blois** : BELMONT Stéphanie ; **Commercy** : CAHU Gérald ; **DELAMARCHE** Carole, ROCHAT Philippe, SACCHIERO Laetitia ; **Epiez-sur-Meuse** : ANTOINE Fabienne ; **Euville** : EICHWALD Anita ; **Grimaucourt-Près-Sampigny** : FILLION Jean-Charles ; **Laneuville-au-Rupt** : FURLAN Jacques ; **Marson-sur-Barboure** : PETITJEAN Joël ; **Maxey-sur-Vaise** : CARDOT Julien ; **Montbras** : MAGRON Philippe ; **Montigny-les-Vaucouleurs** : NAJOTTE Sylvie ; **Nançois-Le-Grand** : SCHMITT Robert ; **Pagny-sur-Meuse** : MAGNETTE Jean-Marc ; **Pont-sur-Meuse** : GRUYER Reynald ; **Sauvigny** : HENRY Jean Luc ; **Sauvoy** : THIRIET Michelle ; **Sorcy-Saint-Martin** : MARTIN Franck ; **Troussey** : GUILLAUME Alain ; **Vaucouleurs** : GUERILLOT Virginie ; **Vignot** : LECLERC Madeleine, SINAMA POUJOLLE David, MILLOT Nicolas ; **Villeroy-sur-Méholle** : LAURENT Eddy ; **Void-Vacon** : GAUCHER Alain, THIRY Nathalie

Pouvoirs ont été donnés à :

CAUMIREY Dominique de ANTOINE Valérie, PAGLIARI Armand de MAGNETTE Jean Marc, ETIENNE Gilles de BELMONT Stéphanie, GENIN Jessica de DELAMARCHE Carole, MOUSTY Michel de LECLERC Madeleine, SOLTANI Denis de SINAMA POUJOLLE David, FERIOLI Alain de MILLOT Nicolas, JOUANNEAU Olivier de GAUCHER Alain, BISSINGER Michel de TRAMBLOY Jean-Marie, ROCHON Sylvie de THIRY Nathalie

Secrétaire de séance : BIZARD Michel

Nombre de membres en exercice : 83

Nombre de membres présents : 57 - Nombre de pouvoirs : 10 - Nombre de suffrages exprimés : 67

VOTES : Pour : 67 - Contre : 0 – Abstention : 0

Objet : Mise en place d'un cycle annualisé

07/10/2021 Délibération n°106-2021

Envoyé en préfecture le 12/10/2021

Reçu en préfecture le 14/10/2021

Affiché le

ID : 055-200066157-20211012-106_2021-DE

La définition, la durée et l'aménagement du temps de travail des agents territoriaux sont fixés par l'organe délibérant, après avis du comité technique. Par ailleurs, le travail est organisé selon des périodes de référence appelées cycles de travail.

Les collectivités peuvent définir librement les modalités concrètes d'accomplissement du temps de travail dès lors que la durée annuelle de travail et les prescriptions minimales suivantes prévues par la réglementation sont respectées :

- la durée annuelle légale de travail pour un agent travaillant à temps complet est fixée à 1 607 heures (soit 35 heures hebdomadaires) ;
- la durée quotidienne de travail d'un agent ne peut excéder 10 heures ;
- aucun temps de travail ne peut atteindre 6 heures sans que les agents ne bénéficient d'une pause dont la durée doit être au minimum de 20 minutes ;
- l'amplitude de la journée de travail ne peut dépasser 12 heures ;
- les agents doivent bénéficier d'un repos journalier de 11 heures au minimum ;
- le temps de travail hebdomadaire, heures supplémentaires comprises, ne peut dépasser 48 heures par semaine, ni 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives ;
- les agents doivent disposer d'un repos hebdomadaire d'une durée au moins égale à 35 heures et comprenant en principe le dimanche.

L'annualisation du temps de travail est une pratique utilisée pour des services alternant des périodes de haute activité et de faible activité.

L'annualisation du temps de travail répond à un double objectif :

- de répartir le temps de travail des agents pendant les périodes de forte activité et le libérer pendant les périodes d'inactivité ou de faible activité ;
- de maintenir une rémunération identique tout au long de l'année c'est-à-dire y compris pendant les périodes d'inactivité ou de faible activité.

Ainsi, les heures effectuées au-delà de la durée hebdomadaire de travail de l'agent dont le temps de travail est annualisé pendant les périodes de forte activité seront récupérées par ce dernier pendant les périodes d'inactivité ou de faible activité.

L'annualisation du temps de travail exige la tenue d'un planning strict qui distingue les différents temps des agents annualisés :

- le temps de travail ;
- le temps de repos compensateur ;
- les congés annuels.

Ce distinguo est important au regard de la combinaison entre le droit à congé annuel et le droit au congé de maladie des agents.

En effet, dans l'hypothèse où un agent en congé annuel ferait valoir des droits à congé de maladie, il appartient à l'autorité territoriale d'accorder automatiquement le report du congé annuel du fait d'un des congés de maladie énumérés à l'article 57 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

Ainsi, le planning, permet de distinguer la situation administrative de l'agent (temps de repos compensateur ou congé annuel) et de déterminer ses droits en fonction de la situation dans laquelle il se trouve.

Pour des raisons d'organisation et de fonctionnement des services, et afin de répondre aux mieux aux besoins des usagers, il convient en conséquence d'instaurer la possibilité pour certains services des cycles de travail annualisés, en fonction de la nature des fonctions exercées :

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité

Après en avoir délibéré,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Vu l'avis favorable du comité technique en date du 20 septembre 2021

- **DECIDE** dans le respect du cadre légal et réglementaire relatif au temps de travail, le(s) service(s) suivant(s) peuvent être soumis à un cycle de travail annualisé, en fonction de la nature des fonctions exercées :
Service Enfance Jeunesse Education (hors service administratif) scolaire sur 36 semaines
Service tourisme (travail week-end et jours fériés selon la saisonnalité)
Services techniques

- **ACTE que** les agents publics relevant d'un cycle annualisé restent soumis de plein droit à l'ensemble des droits et obligations des agents publics, tels que définis notamment par les lois n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdit.

Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.

Le Président

Francis LECLERC



Date de convocation : 28/09/2021

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.